

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/C/M/15**

15 octobre 1997

(97-4465)

---

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

## COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard  
le 19 septembre 1997

Présidente: Mme l'Ambassadeur Carmen Luz Guarda (Chili)

### Sommaire

- A. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales
- B. Notifications au titre de l'article 4 d)
- C. Notifications au titre d'autres dispositions de l'Accord
- D. Renseignements sur les faits nouveaux intéressants survenus à l'OMC
- E. Examen des législations:
  - i) Suite donnée à l'examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes
  - ii) Suite donnée à l'examen des législations sur les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels
  - iii) Suite donnée à l'examen des législations sur les brevets, les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, la protection des renseignements non divulgués et le contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles
  - iv) Achèvement de l'examen actuel et examen des nouveaux Membres
  - v) Examens anticipés
- F. Mise en oeuvre de l'article 70:8 et 9
- G. Travaux préliminaires sur les questions en rapport avec les négociations prévues à l'article 23:4
- H. Coopération technique
- I. Autres questions

A. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales

1. La Présidente a rappelé que cinq organisations intergouvernementales avaient demandé le statut d'observateur auprès du Conseil des ADPIC: l'AELE, l'OEA, l'OIV, le SELA et le SIECA. Comme il en avait été convenu à la réunion du Conseil du 15 juillet 1997, le Secrétariat avait envoyé une lettre à chacune de ces organisations appelant leur attention, en particulier, sur les paragraphes 3 et 4 des procédures d'octroi du statut d'observateur aux organisations internationales intergouvernementales et les priant de fournir les informations requises. A ce jour, seule l'AELE avait répondu.

2. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation avait besoin de temps pour examiner la réponse de l'AELE qui venait juste d'arriver.

3. Le Conseil a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

B. Notifications au titre de l'article 4 d)

4. La Présidente a rappelé que le Conseil, à sa réunion du 27 février 1997, était convenu de revenir sur la question des notifications au titre de l'article 4 d) à l'automne, tout en prenant note de l'existence d'une note d'information informelle du Secrétariat intitulée "Clause de l'Accord sur les ADPIC relative au traitement de la nation la plus favorisée (article 4)". A la lumière des débats qui s'étaient déroulés au cours de cette réunion, une troisième révision de la note avait été distribuée le 20 mars 1997 (document n° 1548). Le dernier paragraphe de cette note visait à donner une orientation informelle pour aider chaque Membre à présenter ou à réexaminer sa notification au titre de l'article 4 d). Comme convenu, le Conseil ferait le bilan de la situation au cours de la présente réunion à la lumière de toutes notifications, nouvelles ou révisées, qui auraient été faites.

5. La Présidente a informé le Conseil que le Secrétariat n'avait pas reçu de version révisée de notifications faites avant la réunion du Conseil de février, mais que la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela avaient envoyé une notification conjointe au titre de l'article 4 d). Cette notification concernait l'Accord de Carthagène et avait été distribuée sous la cote IP/N/4/BOL/1, IP/N/4/COL/1, IP/N/4/ECU/1, IP/N/4/PER/1 et IP/N/4/VEN/2.

6. Le représentant de la Corée a dit que, selon le deuxième paragraphe de la notification conjointe des pays du Pacte andin, cette notification se rapportait non seulement aux dispositions de l'Accord de Carthagène "mais aussi aux règles qui ont été ou seront adoptées par la Communauté andine ou les pays membres de celle-ci". De l'avis de la délégation coréenne, le sens de l'article 4 d) était d'éviter tout conflit, pour un Membre de l'OMC, entre ses obligations en tant que Membre de l'OMC et les obligations spécifiques qu'il avait déjà au titre d'accords internationaux existants en matière de propriété intellectuelle. L'intervenant n'avait pas examiné en détail la nature, la portée et les modalités du traitement spécial accordé aux autres pays au titre de l'Accord de Carthagène dans le domaine de la propriété intellectuelle, mais il lui semblait qu'un accord régional (d'intégration économique ou commercial), à moins qu'il n'établisse un tel traitement spécial dans le domaine de la propriété intellectuelle et n'ait été notifié en détail au Conseil des ADPIC, ne pouvait pas toujours être considéré comme un accord antérieur par rapport à tout nouveau traitement spécial additionnel qui avait été ou aurait pu être adopté après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. La délégation coréenne souhaitait se réserver le droit de poursuivre l'examen de cette question devant le Conseil.

7. Le représentant du Venezuela, exprimant la réaction préliminaire de sa délégation à la question posée par la Corée tout en demandant que cette question soit présentée par écrit, a dit que l'article 4 d) s'appliquait à tout type d'accord international et a souligné que l'Accord de Carthagène était un accord régional *sui generis* et non pas un accord de libre-échange. Un seul accord d'intégration régionale

de ce type avait au préalable été notifié au Conseil au titre de l'article 4 d), à savoir le Traité de Rome notifié par les Communautés européennes; aucune objection particulière n'avait alors été formulée au Conseil. La notification par les pays andins de l'Accord de Carthagène s'inspirait de la notification de la Communauté. Elle avait été présentée individuellement par les pays andins étant donné qu'ils étaient Membres de l'OMC à titre individuel. Les lois andines, notamment celles relatives à la propriété intellectuelle, constituant une législation supranationale et non un accord international, seul l'Accord de Carthagène avait été inclus dans la notification.

8. Le représentant des Etats-Unis souhaitait s'associer aux préoccupations de la Corée et a dit que sa délégation était intéressée par la réponse qui serait apportée à la question posée par ce pays. Il a également rappelé les problèmes que soulevait pour sa délégation la nature de nombreuses notifications faites au titre de l'article 4 d). Ce dernier avait été conçu comme une exception limitée à l'obligation qu'avaient tous les Membres d'accorder aux ressortissants de tous les autres pays Membres le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concernait la protection et la jouissance des droits de propriété intellectuelle. Comme cela avait été expliqué dans la note du Secrétariat sur l'application de l'article 4 d), celui-ci avait pour objet d'exempter les accords se rapportant à la protection de la propriété intellectuelle antérieurs à condition qu'ils soient notifiés au Conseil des ADPIC et ne constituent pas une discrimination arbitraire ou injustifiable à l'égard des ressortissants d'autres Membres. La délégation des Etats-Unis estimait que de nombreux accords qui avaient été notifiés ne respectaient pas cette dernière prescription de l'article 4 d). Les notifications montraient bien que de nombreux Membres interprétaient cette disposition de manière trop large et notifiaient non seulement des accords bilatéraux discrets sur des sujets spécifiques mais en gros tout accord auquel ils étaient parties. Certains de ces traités ne pouvaient en aucun cas justifier une exemption au titre de l'article 4 d). A cet égard, l'intervenant s'est référé en particulier aux notifications de la Convention de Paris, de la Convention instituant l'OMPI ou de la Convention de Berne. Bien que la validité de ces arguments ait apparemment été reconnue, de nombreux Membres n'avaient pas modifié leur notification initiale et, qui plus est, un certain nombre de Membres avaient fait de nouvelles notifications qui étaient tout aussi inappropriées. En conséquence, la délégation des Etats-Unis estimait que le seul moyen de remédier à cet état de choses était de poser des questions à ces Membres concernant les notifications qu'ils avaient faites au titre de l'article 4 d), en application de l'article 63:3. Elle poserait ces questions à certains Membres au cours des mois à venir.

9. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que ce point avait été de nombreuses fois à l'ordre du jour et que le Secrétariat avait établi une liste de questions qui avaient été examinées à fond par les Membres. Il a fait savoir au Conseil que les Etats membres des Communautés européennes travaillaient actuellement à une révision de leurs notifications avec l'aide du document élaboré par le Secrétariat et que les premiers résultats de cette révision pourraient peut-être être soumis au Conseil avant la prochaine réunion.

10. Le représentant de l'Inde s'est référé à l'intervention de la délégation des Etats-Unis et a dit que les dispositions de l'article 63:3, qui établissaient un système bilatéral pour l'obtention de renseignements, devaient être pleinement appliquées par le Membre souhaitant obtenir les renseignements en question. Si la délégation américaine souhaitait transformer ce système en un système multilatéral, la délégation indienne aimerait tenir des consultations informelles sur la manière de procéder.

11. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation avait l'intention de poursuivre l'examen de ces questions au niveau bilatéral pour l'instant.

12. La Présidente a suggéré que le Conseil prenne note des déclarations, tout en indiquant que la question ne semblait pas devoir faire l'objet d'un point spécifique de l'ordre du jour à la prochaine réunion.

13. Le Conseil en est ainsi convenu.

C. Notifications au titre d'autres dispositions de l'Accord

i) Notifications au titre de l'article 63:2

14. La Présidente a informé le Conseil que, mis à part la notification déjà annoncée à la dernière réunion par la Roumanie, des notifications de législations au titre de l'article 63:2 avaient été reçues de la France, de la Grèce, du Japon et de la Norvège. Ces notifications complétaient les notifications antérieures de ces Membres et seraient distribuées dans la série de documents IP/N/1- aussi rapidement que possible.

- Réponses à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (IP/C/5)

15. Pour ce qui était de la liste des questions concernant les moyens de faire respecter les droits, la Présidente a dit que la plupart des réponses que l'on attendait encore au moment de la dernière réunion du Conseil étaient maintenant parvenues au Secrétariat et avaient été distribuées dans la série de documents IP/N/6/-. En ce qui concernait les quelques réponses qui manquaient encore, le Secrétariat avait été informé qu'elles devraient lui parvenir incessamment. Cela signifiait que les renseignements de base nécessaires à l'examen des législations d'application nationales concernant les moyens de faire respecter les droits, qui devait être réalisé en novembre, seraient prochainement disponibles dans l'ensemble. En ce qui concernait la préparation de cet examen, la Présidente a rappelé que le Conseil était déjà convenu en mai que les questions devaient être présentées à l'avance aux Membres concernés et au Secrétariat d'ici au 12 septembre et que les réponses devaient être présentées d'ici au 24 octobre. Un rappel concernant ces délais avait été communiqué sous la cote WTO/AIR/666. Le Secrétariat avait reçu les questions des Communautés européennes et de leurs Etats membres et les distribuerait sous peu.

16. La représentante de la Nouvelle-Zélande a dit que sa délégation avait eu quelques difficultés à préparer ses questions pour l'examen des moyens de faire respecter les droits. En raison de la présentation tardive d'un certain nombre de notifications dans ce domaine, en particulier des réponses à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits, la délégation néo-zélandaise devait préparer ses questions sans avoir eu suffisamment de temps pour examiner les notifications. Elle priait instamment tous les Membres qui n'avaient pas encore fait de notifications de les présenter rapidement car il serait plus difficile de procéder à l'examen si les informations nécessaires n'étaient pas disponibles.

17. Le représentant des Etats-Unis a dit que les questions posées par sa délégation dans le cadre de l'examen des législations concernant les moyens de faire respecter les droits seraient présentées dans le courant de la journée.

- Notifications relatives aux articles 3, 4 et 5

18. La Présidente a rappelé qu'à la dernière réunion du Conseil, le Secrétariat n'avait pas reçu de nouvelles notifications concernant la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord relatives au traitement national et au traitement NPF mais qu'une notification sur ce point avait été reçue depuis lors de Hong Kong, Chine et avait été distribuée sous la cote IP/N/1/HKG/1.

19. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation était préoccupée par le fait que la notification de Hong Kong, Chine était la seule à être parvenue au Secrétariat. Il a souligné que les Membres étaient convenus d'autres modes de présentation possibles pour ces notifications et

que les Membres étaient juridiquement tenus, au titre de l'Accord sur les ADPIC, de présenter ces notifications. Il a suggéré que le Secrétariat commence à réfléchir aux modalités d'un examen de la mise en oeuvre des articles 3, 4 et 5 que le Conseil pourrait entreprendre l'année prochaine une fois achevé l'examen en cours concernant les législations d'application nationales. Il importait que le Conseil convienne, avant la fin de 1997, de la manière de donner suite à cette question et de la façon la plus efficace de procéder, en 1998, à l'examen de la mise en oeuvre des obligations existantes.

20. Le représentant des Etats-Unis a exprimé son soutien à la proposition des Communautés européennes.

21. Le représentant de la Corée a dit que sa délégation serait en mesure de présenter sa notification au titre de l'article 63:2 concernant les articles 3, 4 et 5 dans un avenir proche.

22. La représentante du Mexique a dit qu'il lui faudrait consulter les autorités de son pays avant de prendre position concernant la proposition des Communautés européennes. A titre préliminaire, elle a dit qu'une procédure spéciale pour examiner ces notifications ne lui semblait pas nécessaire car les Membres pouvaient à tout moment poser des questions sur les notifications présentées au Conseil et formuler des observations à leur sujet.

23. Le représentant de Singapour a exprimé son soutien au Mexique. Il ne voyait pas d'objection à ce que le Secrétariat, comme il avait été suggéré, commence à penser à la manière dont le Conseil pourrait procéder pour examiner ces notifications, mais il lui faudrait consulter les autorités de son pays pour voir quelles étaient les obligations de sa délégation avant de prendre un quelconque engagement à cet égard.

24. Le Conseil a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

ii) Notifications au titre de l'article 69

25. La Présidente a informé le Conseil que, depuis la dernière réunion, la Belgique avait notifié des modifications concernant les renseignements donnés sur ses points de contact et que Bahreïn avait envoyé une nouvelle notification au titre de l'article 69. Au total, 81 Membres avaient donc envoyé des notifications concernant leurs points de contact au titre de cette disposition. La Présidente a rappelé à nouveau aux délégations qui n'avaient pas encore effectué cette notification qu'il avait été convenu, à la réunion du Conseil du 21 septembre 1995, que tous les Membres présenteraient ces notifications au plus tard le 1er janvier 1996.

D. Renseignements sur les faits nouveaux intéressants survenus à l'OMC

i) Accessions

26. La Présidente a informé le Conseil que le Panama avait accédé à l'OMC au titre de l'article XII de l'Accord sur l'OMC. La date effective de l'accession était le 6 septembre 1997 (document WT/Let/161). Le paragraphe 2 du Protocole d'accession du Panama (WT/ACC/PAN/21) incorporait l'engagement pris par ce pays dans le domaine de la propriété intellectuelle tel qu'il figurait au paragraphe 111 du rapport du Groupe de travail de l'accession du Panama: "le représentant du Panama a dit que son pays appliquerait pleinement toutes les dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce au moment de son accession à l'OMC, sans recours à une période transitoire".

27. Le représentant du Panama a dit que son pays avait l'intention d'être un Membre actif de l'OMC et de respecter pleinement les engagements définis dans le protocole d'accession.

ii) Règlement des différends

28. La Présidente a informé le Conseil qu'à sa réunion du 12 juin 1997, l'Organe de règlement des différends avait établi un groupe spécial à la demande du Japon et des Communautés européennes concernant certaines mesures affectant l'industrie automobile en Indonésie (WT/DS55/6-WT/DS64/4 et WT/DS54/6, respectivement). A sa réunion du 30 juillet 1997, l'ORD était convenu d'accéder à la demande des Etats-Unis concernant l'établissement d'un groupe spécial (WT/DS59/6) portant également sur ces mesures indonésiennes. Conformément à l'article 9 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends concernant les procédures applicables en cas de pluralité des plaignants, le Groupe spécial établi le 12 juin 1997 pour examiner les plaintes du Japon et des Communautés européennes examinerait également la plainte des Etats-Unis. Cette dernière se référait, entre autres, aux articles 3, 20 et 65 de l'Accord sur les ADPIC. Le document WT/DS59/7 donnait des informations sur la constitution du Groupe spécial. L'Inde et la Corée avaient réservé leurs droits en tant que tierces parties dans ce différend.

29. La Présidente a également informé le Conseil que le Groupe spécial saisi de la question Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture, établi par l'ORD le 20 novembre 1996, avait achevé ses travaux et que son rapport avait été mis en distribution générale le 5 septembre 1997 (WT/DS50/R). Conformément à l'article 16 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, l'Organe de règlement des différends devait adopter le rapport d'un groupe spécial dans les 60 jours suivant la date de sa distribution à moins qu'une partie au différend ne décide de faire appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport.

30. Le Conseil a pris note des déclarations faites au titre de ce point de l'ordre du jour.

E. Examen des législations

i) Suite donnée à l'examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes

31. La Présidente a rappelé qu'à la réunion du Conseil des 26-30 mai 1997, la Corée avait posé une question complémentaire aux Etats-Unis et que ceux-ci n'avaient pas encore répondu.

32. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation s'efforcerait de fournir une réponse à la question de la Corée avant la prochaine réunion.

ii) Suite donnée à l'examen des législations sur les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels

33. La Présidente a dit que, comme il avait été signalé au Conseil à la dernière réunion, le Secrétariat attendait encore des réponses de certains Membres à des questions et à des questions complémentaires. Plusieurs délégations avaient certes remédié à cette situation, mais pas toutes. La Présidente a instamment prié les Membres concernés de fournir les renseignements demandés sans délai.

iii) Suite donnée à l'examen des législations sur les brevets, les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, la protection des renseignements non divulgués et le contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles

34. La Présidente a rappelé que, conformément aux procédures applicables pour la suite donnée à l'examen des législations, les réponses aux questions posées au cours de la réunion consacrée à cet examen devaient être présentées dans les huit semaines suivant la réunion. Le Secrétariat l'avait informée que certaines réponses n'avaient pas encore été fournies. Afin que le compte rendu de l'examen puisse être établi rapidement, la Présidente a instamment demandé aux délégations concernées de s'efforcer de présenter ces réponses qui, conformément aux procédures, auraient dû parvenir au Secrétariat pour le 25 juillet 1997.

iv) Achèvement de l'examen actuel et examen des nouveaux Membres

35. La Présidente a dit que, conformément au programme pour l'examen des législations d'application nationales actuellement en cours, adopté en novembre 1995 (IP/C/3), le Conseil devait terminer ledit examen d'ici à la fin de 1997. Par ailleurs, les Membres se souviendraient que l'examen des législations de quatre Membres qui s'étaient joints au processus tardivement avait déjà commencé mais ne pourrait pas être achevé avant la fin de l'année. Il s'agissait de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la République slovaque. La Présidente a suggéré que le Conseil achève l'examen des législations de ces Membres au printemps de 1998. De plus, trois Membres avaient accédé à l'OMC pendant la période d'examen en cours et n'avaient pas encore été soumis au processus, alors qu'ils n'appliquaient pas la période de transition. L'examen des législations de ces pays pourrait être mis à l'ordre du jour à l'automne de 1998.

36. Le Conseil en est ainsi convenu.

v) Examens anticipés

37. La Présidente a également informé le Conseil de l'état d'avancement des consultations informelles concernant l'examen anticipé des législations qu'elle avait tenues avec un certain nombre d'autres délégations dont la législation n'avait pas été examinée pendant l'exercice en cours mais avait déjà été, en totalité ou en partie, mise en conformité avec l'Accord sur les ADPIC. Elle a rappelé les débats qui avaient eu lieu sur ce point à la réunion de juillet du Conseil (document IP/C/M/14, paragraphes 24 à 39) au cours de laquelle elle avait rendu compte des consultations tenues avec ces délégations et avait conclu les débats en disant que le Conseil devrait établir des règles fondamentales de façon à ce que tous les Membres soient assurés que l'examen serait mené sur une base volontaire et sans préjudice de leurs droits au titre de l'article 65. Tout ce que la Présidente pouvait dire des consultations qu'elle avait tenues depuis était que des règles fondamentales possibles pour de tels examens anticipés avaient été mises au point mais que le consensus nécessaire ne s'était pas encore dégagé. La Présidente poursuivrait ses consultations sur ce point.

38. Le Conseil a pris note des déclarations faites au titre de ce point de l'ordre du jour.

F. Mise en oeuvre de l'article 70:8 et 9

39. La Présidente a informé le Conseil que le Secrétariat n'avait reçu aucune nouvelle notification concernant l'article 70:8 et 9.

40. Le représentant des Communautés européennes a dit que la situation, concernant la mise en oeuvre de l'article 70:8 et 9, était similaire à celle concernant la mise en oeuvre des articles 3, 4 et 5, à cela près que dans le premier cas la date limite de mise en oeuvre était 1995 et non 1996. Sachant

qu'un certain nombre de pays n'avaient pas encore pris les mesures nécessaires ni notifié, comme ils le devaient, les mesures prises au Conseil, il a demandé à ces pays de respecter leurs obligations sans tarder. Il a suggéré que le Secrétariat commence à élaborer le calendrier de l'examen de la mise en oeuvre de l'article 70:8 et 9, dans un avenir proche. Etant donné que les modalités d'un tel examen suivraient clairement les procédures d'examen des lois et réglementations notifiées au titre de l'article 63:2, conformément à la Décision du Conseil du 21 novembre 1995 (document IP/C/2), il ne restait plus qu'à décider du moment où cet examen se déroulerait. La délégation des Communautés européennes était d'avis qu'un examen serait plus systématique et plus ordonné s'il était effectué par le Conseil plutôt que laissé à l'initiative de certains Membres de l'OMC sur une base unilatérale au titre de l'article 63. Les Communautés européennes et leurs Etats membres voudraient peut-être aussi bien sûr examiner des questions sur une base bilatérale, mais ils estimaient que le moment était venu pour le Conseil de s'intéresser à la mise en oeuvre de ces dispositions très spécifiques de manière systématique.

41. Tout en étant favorable à la proposition des Communautés européennes concernant un examen systématique à l'avenir, le représentant des Etats-Unis a dit que des branches de production américaines avaient fait part à sa délégation de leur intérêt et de leur préoccupation au sujet de la mise en oeuvre de l'article 70:8 et 9 par certains Membres et que sa délégation avait l'intention de donner suite à cette question sur une base bilatérale. En outre, comme la délégation des Etats-Unis l'avait mentionné à de nombreuses reprises devant le Conseil, bon nombre des notifications faites par les Membres concernant ces dispositions ne mentionnaient pas les mesures prises pour mettre en oeuvre les obligations prévues à l'article 70:9 concernant des droits exclusifs de commercialisation.

42. Le représentant du Maroc a dit que sa délégation avait besoin de temps pour examiner la proposition des Communautés européennes.

43. Le représentant de la Malaisie a réservé la position de sa délégation sur ce point.

44. Le Conseil a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

G. Travaux préliminaires sur les questions en rapport avec les négociations prévues à l'article 23:4

45. La Présidente a rappelé que le Conseil était convenu, à sa réunion du 27 février 1997, dans le cadre des travaux à réaliser à propos de l'article 23:4, de procéder à une collecte de renseignements concernant les systèmes de notification et d'enregistrement des indications géographiques. Dans un premier temps, les Membres avaient été invités à présenter, pour juillet 1997, des renseignements sur les systèmes d'enregistrement des indications géographiques qu'ils avaient mis en place. Onze Membres avaient fourni des renseignements: l'Egypte; la Pologne; le Mexique; le Pérou; le Japon; la Suisse; Cuba; la République tchèque; les Communautés européennes; Hong Kong, Chine et les Etats-Unis. Les contributions de ces Membres avaient été distribuées sous les cotes IP/C/W/76 et Add.1 à 10. Le Conseil était convenu de les examiner au cours de la présente réunion. Cette collecte de renseignements était uniquement destinée à rassembler des renseignements qui seraient utiles aux travaux portant sur les questions relatives aux négociations prévues à l'article 23:4 sur les vins auxquelles le Conseil était convenu de procéder, y compris les questions concernant un système de notification et d'enregistrement des spiritueux, notamment pour voir quels types de systèmes étaient déjà en place.

46. La Présidente a dit que le Conseil était également convenu de revenir au cours de la présente réunion sur l'élaboration du plan général d'une note d'information factuelle concernant les systèmes existants de notification et d'enregistrement des indications géographiques. Un projet avait été présenté aux Membres; la note porterait principalement sur les accords multilatéraux pertinents mais concernerait également les éléments des accords régionaux et bilatéraux relatifs aux systèmes de notification et



d'enregistrement. Pour élaborer cette note, le Secrétariat consulterait bien entendu l'OMPI et les autres organisations compétentes si nécessaire.

47. Le représentant des Communautés européennes a pris note avec satisfaction du projet de plan élaboré par le Secrétariat. Les accords régionaux et bilatéraux constituaient des éléments importants dans ce domaine et le Conseil devrait chercher à obtenir des avis et des renseignements auprès d'un grand nombre de sources pour déterminer ce qu'il pourrait souhaiter faire à l'avenir. Tout en soulignant que le Conseil ne faisait que rassembler des renseignements à ce stade, l'intervenant a dit que sa délégation aurait préféré que les systèmes nationaux soient inclus dans la note, car cela aurait facilité l'examen de la question; toutefois, sa délégation pouvait accepter ce projet de plan, qui constituait un point de départ raisonnable.

48. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation pouvait appuyer le projet de plan mais suggérait une modification mineure dans le titre qui deviendrait "Aperçu des systèmes internationaux de notification et d'enregistrement des indications géographiques en vigueur pour les vins et les spiritueux". La note du Secrétariat ne devrait porter que sur les systèmes d'enregistrement qui concernaient d'une manière ou une autre les vins et les spiritueux. Les systèmes d'enregistrement qui concernaient d'autres produits pouvaient être pris en compte à condition qu'ils concernent également les vins et les spiritueux.

49. Le représentant du Japon a dit que sa délégation était prête à accepter que le Secrétariat élabore une note d'information basée sur le projet de plan présenté et qu'elle était favorable à la proposition des Etats-Unis. L'intervenant a souligné que cette note ne devrait servir qu'à rassembler des renseignements et il lui semblait qu'elle irait au-delà des dispositions de l'Accord sur les ADPIC si elle devait constituer le point de départ de nouvelles négociations visant à établir un système international de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour des produits autres que les vins et les spiritueux. Il était certes vrai qu'un examen de l'application des dispositions relatives aux indications géographiques était prévu dans le programme incorporé du Conseil des ADPIC tel qu'il avait été approuvé par la Conférence ministérielle à Singapour, mais il ne fallait pas oublier que la réalisation du programme de travail convenu devait être conforme aux obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, compte tenu de l'ensemble équilibré que celui-ci constituait. Selon la délégation japonaise, il était prématuré de débattre de l'extension de la protection des indications géographiques pour les vins et spiritueux à d'autres produits.

50. Le représentant de la Suisse a dit que le projet de plan constituait une bonne base pour la note d'information. Sa délégation estimait que le Conseil ne devait pas inutilement compliquer cette tâche qui était simple vu la clarté du mandat défini à l'article 23:4. Elle pensait que le Conseil devrait profiter de tout renseignement utile qui lui permettrait de s'acquitter adéquatement et efficacement de ce mandat et partageait les vues exprimées par le représentant des Communautés européennes sur ce point.

51. La représentante du Mexique a dit que, selon sa délégation, le projet de plan constituait une bonne base pour élaborer la note d'information et présenter les renseignements que les Membres souhaitaient. Sa délégation ne voyait pas d'objection à la modification proposée par les Etats-Unis à la lumière du mandat du Conseil concernant l'établissement d'un système d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et les spiritueux.

52. Le représentant de la Hongrie a rappelé que sa délégation était au nombre de celles qui avaient demandé l'élaboration d'une note d'information et il se réjouissait qu'il y ait un consensus sur le projet de plan présenté.

53. La représentante de la Nouvelle-Zélande estimait elle aussi que le Secrétariat devrait élaborer une note d'information factuelle sur les systèmes internationaux de notification et d'enregistrement, en place, conformément aux paramètres définis lors de la réunion du Conseil de février 1997. Elle a dit que sa délégation n'était pas satisfaite du projet de plan distribué la veille au cours de la réunion informelle du Conseil car elle ne le trouvait pas suffisamment indicatif du produit final que le Secrétariat préparerait et ne pensait pas qu'il pourrait servir de base à des contributions et des débats utiles pour les Membres. L'intervenante était de l'avis des Etats-Unis et du Japon, à savoir que la note d'information ne devrait porter que sur les systèmes qui concernaient, d'une manière ou d'une autre, les vins et les spiritueux. A la suite des discussions qui avaient eu lieu en février 1997, le Conseil avait lancé une collecte de renseignements dans le but exclusif de faciliter les travaux qu'il avait décidé d'entreprendre concernant les vins ainsi que les questions relatives aux systèmes de notification et d'enregistrement pour les spiritueux.

54. La représentante de l'Australie a dit que sa délégation était également prête à accepter le projet établi pour l'élaboration de la note d'information factuelle du Secrétariat et estimait que cette note apporterait une contribution utile aux travaux du Conseil au titre de l'article 23:4. Toutefois, compte tenu de l'objectif du registre défini à l'article 23:4, du champ d'application clair de cette disposition et de l'accord du Conseil concernant le but de la collecte de renseignements, la délégation australienne appuyait la proposition des Etats-Unis visant à modifier le projet de manière à ce que la note d'information ne porte que sur les accords concernant les vins ou les spiritueux.

55. Le représentant de la République tchèque a estimé que le projet de plan constituait une bonne base pour les travaux à réaliser au titre de l'article 23:4. Sa délégation ne voyait pas d'objection aux paramètres suggérés par la délégation des Etats-Unis.

56. La Présidente a conclu qu'il y avait consensus entre les Membres sur le fait que le Secrétariat devait élaborer la note d'information concernant les systèmes de notification et d'enregistrement pour les travaux du Conseil au titre de l'article 23:4, sur la base du projet de plan modifié selon la proposition des Etats-Unis.<sup>1</sup> Par conséquent, la note porterait sur les systèmes d'enregistrement qui, d'une manière ou d'une autre, concernaient les vins et les spiritueux, y compris ceux qui, outre les vins et les spiritueux, visaient également d'autres produits.

57. Le Conseil en est ainsi convenu.

#### H. Coopération technique

58. La Présidente a informé les Membres que la Belgique avait notifié ses points de contact pour la coopération technique (document IP/N/7/Rev.1/Add.2). Elle a dit que 20 pays développés Membres avaient notifié leurs points de contact, ce qui signifiait que certains ne l'avaient pas encore fait. Elle a en outre rappelé qu'à la réunion du 15 juillet 1997, le Conseil était convenu d'axer ses travaux, au cours de la présente réunion, sur la coopération technique et que, pour préparer la discussion, les pays développés Membres mettraient à jour les renseignements sur leurs activités de coopération technique concernant la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC, à temps pour la réunion. Les organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur auprès du Conseil des ADPIC avaient été invitées à faire de même. La documentation concernant les activités de coopération technique des pays développés Membres avait été distribuée sous la cote IP/C/W/77 et addenda; les activités similaires des organisations intergouvernementales sous la cote IP/C/W/78 et addenda; et les renseignements actualisés sur les

---

<sup>1</sup>Voir l'annexe du présent document.

activités de coopération technique du Secrétariat de l'OMC sous la cote IP/C/W/79. La Présidente a remercié les Membres et les organisations qui avaient fourni les renseignements demandés, mais elle a signalé que bon nombre de ces documents n'étaient disponibles pour l'instant que dans la langue d'origine. Elle a regretté qu'un certain nombre de pays développés Membres n'aient toujours pas fourni de renseignements sur leurs activités de coopération technique. Compte tenu de l'importance que les membres du Conseil accordaient à la question et des besoins des pays en développement en la matière, elle espérait que les Membres concernés fourniraient les renseignements demandés avant la prochaine réunion du Conseil en novembre 1997. Elle avait l'intention de donner l'occasion aux Membres, à cette réunion, de formuler de nouvelles observations sur les renseignements soumis pour la présente réunion qu'ils n'auraient peut-être pas eu le temps d'étudier ou sur tout autre renseignement fourni avant la réunion de novembre.

59. Le représentant du Bangladesh a informé le Conseil que son pays était en train de rédiger une nouvelle législation sur les droits de propriété intellectuelle et bénéficiait d'une coopération technique, fournie en particulier par l'OMPI et le Japon. Il s'est déclaré préoccupé par les renseignements fournis par la Nouvelle-Zélande et les Communautés européennes (documents IP/C/W/77/Add.1 et Add.2) qui semblaient exclure les pays de l'Asie du Sud de leurs activités de coopération technique, et il a demandé à ces deux délégations d'étendre leurs activités de coopération technique aux pays de cette région. Il a en outre appelé l'attention des pays développés Membres sur leurs obligations au titre de l'article 66:2 de l'Accord, qui prévoyait qu'ils "offriront des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés Membres pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable". Il a également fait savoir au Conseil que son pays allait ratifier la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques. Compte tenu des besoins de son pays dans le domaine de la propriété intellectuelle, il a demandé quelle assistance technique l'OMC pourrait fournir aux pays les moins avancés.

60. Le représentant des Etats-Unis a informé le Conseil que sa délégation était sur le point de présenter une mise à jour complète sur les activités de coopération technique réalisées au cours de l'année passée. Tant des fonctionnaires du gouvernement américain que des responsables d'entreprises et d'associations s'étaient rendus dans plus de 30 pays en développement pour offrir une assistance technique bilatérale directe portant sur pratiquement tous les aspects de la protection de la propriété intellectuelle: élaboration de lois, mise au point de techniques visant à faire respecter les droits et discussions sur la mise en oeuvre des traités de l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur conclus en décembre 1996.

61. Le représentant de la Suisse a informé le Conseil que sa délégation venait de présenter au Secrétariat des renseignements sur ses activités de coopération technique et financière concernant l'Accord sur les ADPIC.

62. La représentante du Canada a fait savoir au Conseil que sa délégation communiquerait aussi prochainement des renseignements actualisés concernant les activités de coopération technique du Canada en faveur des pays en développement.

63. Répondant à l'intervention du représentant du Bangladesh, le représentant des Communautés européennes a souligné que les Communautés européennes et leurs Etats membres fournissaient depuis longtemps une assistance technique importante dans le domaine de la propriété intellectuelle aux pays en développement. A titre d'exemple, il a cité la coopération technique offerte aux Etats membres de l'ANASE par la CE dans le cadre de son plus gros programme d'assistance, d'une valeur de 5 à 6 millions de dollars EU; un nouveau programme de la même importance était en préparation. L'intervenant tenait à souligner que, si un pays ne figurait pas actuellement sur la liste des bénéficiaires,

cela ne voulait pas dire qu'il était exclu des programmes d'assistance technique de la CE. Il a ajouté que la coopération technique se faisait sur une base bilatérale et il a invité le Bangladesh à contacter les Communautés européennes s'il souhaitait bénéficier d'une assistance.

64. Le représentant du Japon a présenté un résumé des activités de coopération technique, dans le domaine des ADPIC, de l'Office japonais des brevets et d'autres organismes publics compétents en matière de propriété intellectuelle depuis avril 1996. Il a dit que les activités de coopération technique du Japon ne se limitaient pas à l'Asie et que son pays était extrêmement attaché au développement de la protection des droits de propriété intellectuelle au niveau mondial car c'était fondamental pour stimuler la science et la technologie au niveau national et faciliter le commerce et l'investissement. Décrivant les activités de coopération technique du Japon, il s'est référé premièrement au "Programme 1000/2000" qui consistait à inviter 1 000 personnes travaillant dans les secteurs public ou privé à participer à un programme de formation d'ici à l'an 2000, c'est-à-dire avant l'expiration du délai de mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC. Ce programme avait été conçu pour les pays en développement qui en étaient au stade final de la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC; au cours de l'année passée, le Japon avait invité 250 experts pour une visite. Deuxièmement, l'Office japonais des brevets avait établi, dix ans auparavant, une contribution volontaire au Bureau international de l'OMPI, dénommée "Japan Trust Fund"; l'année dernière, son montant avait été doublé afin de répondre à la demande croissante émanant de la région. Troisièmement, le Japon recourait de plus en plus aux nouvelles technologies de l'information, telles que les CD-ROM et Internet, pour diffuser l'information en matière de propriété intellectuelle parmi les utilisateurs, au Japon et au niveau international, c'est-à-dire pas seulement en Asie. L'intervenant a indiqué aux Membres qu'ils trouveraient davantage de détails sur la page d'accueil de l'Office japonais des brevets sur Internet.

65. Le Conseil a pris note des déclarations et est convenu de procéder comme l'avait suggéré la Présidente.

#### I. Autres questions

##### i) Examen de l'application des dispositions de la section relative aux indications géographiques prévu à l'article 24:2

66. La Présidente a informé le Conseil qu'elle avait procédé à des consultations informelles concernant l'examen, prévu à l'article 24:2, de l'application des dispositions de la section relative aux indications géographiques. Elle comptait poursuivre ses consultations avant la réunion du Conseil prévue pour novembre 1997. En attendant, elle demandait aux délégations de contribuer au processus en posant des questions ou en soumettant des suggestions concernant l'objet et les modalités de cet examen spécial.

##### ii) Prochaine réunion

67. La Présidente a rappelé que le Conseil à sa prochaine réunion qui devrait se tenir du 17 au 21 novembre 1997, se pencherait, en plus des points habituellement inscrits à l'ordre du jour, sur l'examen des législations nationales concernant les moyens de faire respecter les droits. De plus, elle a fait savoir au Conseil que le Secrétariat élaborerait un projet de rapport annuel au Conseil général qui devrait être adopté à la prochaine réunion.

iii) Réunions de 1998

68. La Présidente a informé le Conseil que le Secrétariat avait provisoirement fixé les dates ci-après pour les réunions de 1998:

24 et 25 février 1998  
12 et 13 mai 1998  
16 et 17 juillet 1998  
17 et 18 septembre 1998  
18 et 19 novembre 1998

Elle a proposé au Conseil de prendre note de ces dates, étant entendu qu'il pouvait décider de les modifier ou de tenir des réunions additionnelles, selon que de besoin.

69. Le Conseil a pris note des déclarations faites au titre de ce point de l'ordre du jour et est convenu de procéder comme l'avait suggéré la Présidente.

ANNEXE

Plan général

APERCU DES SYSTEMES INTERNATIONAUX DE NOTIFICATION ET  
D'ENREGISTREMENT DES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES  
EN VIGUEUR POUR LES VINS ET LES SPIRITUEUX

Note d'information du Secrétariat

- I. INTRODUCTION
- II. ACCORDS MULTILATERAUX
  - i) Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international
  - ii) Autres
- III. ACCORDS BILATERAUX ET REGIONAUX